MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-732** **28/09/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidature : 13 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de pôle programme opérationnel
Date limite de candidature : 18/10/2022

- 1 poste de chef.fe de l'unité coordination et expertise communautaire et contrôles internes
Date limite de candidature : 18/10/2022

- 1 poste de gestionnaire de carrière et de proximité ressources humaines
Date limite de candidature : 13/10/2022

- 1 poste de chargé.e d'études
Date limite de candidature : 18/10/2022

- 1 poste d'adjoint.e au chef de service territorial
Date limite de candidature : 20/10/2022

- 1 poste de contrôleur.euse multi-filières
Date limite de candidature : 18/10/2022

Office National des Forêts

- 1 poste de directeur.trice de l'agence territoriale du Haut-Rhin
Date limite de candidature : 23/10/2022

Conservatoire du Littoral :

- 1 poste d'assistant.e de direction
Date limite de candidature : 24/10/2022

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de directeur.trice général.e délégué.e
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste de chef.fe de projet
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste de directeur.trice territorial délégué.e
Date limite de candidature : 28/10/2022

Office Français de la Biodiversité :

- 1 poste de technicien.ne connaissance
Date limite de candidature : 27/10/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N°appel à candidature : 20363	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

– gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel.
Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses par rapport à ces activités.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision de 3 – 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels
- Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer la cheffe d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour toute autre mission déléguée.
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes opérationnels
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Intervenir en tant que référent métier sur les outils informatiques utilisés pour la gestion des programmes opérationnels
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Bonne maitrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

	• Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum bac+3 validé
Expérience sur des fonctions similaires souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
Tel : 01 73 30 29 80 courriel : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
Tel : 01 73 30 21 60 courriel : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tel : 01 73 30 22 35 courriel : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 18/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe de l'Unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire

N° appel à candidature : 20397	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.
Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Déclarations règlementaires et suivi des créances » a pour fonction d'assurer le suivi des créances potentielles et certaines revenant au budget de l'Union détenues par l'Etablissement à l'encontre des bénéficiaires en cas d'aides indument perçues. Il a également pour mission de coordonner l'ensemble des déclarations règlementaires imposées à un organisme payeur du FEAGA.

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

Conduire, animer et encadrer les missions relevant de l'unité.

Missions et activités principales :

- Piloter et superviser en relation avec les chefs de pôle qui en ont la responsabilité :
  - Les travaux de certification des comptes de l'Etablissement en sa qualité d'organisme payeur du FEAGA
  - Les travaux de coordination des déclarations règlementaires et des contrôles externes incombant au service pour ce qui concerne la gestion et le suivi des créances revenant au budget de l'UE
  - L'analyse du rapport de certification des comptes de FranceAgriMer et le suivi des recommandations
  - Les travaux de l'Instance de supervision de l'agrément
  - Les travaux de consolidation des données de paiement en vue de la publication annuelle des montants alloués aux bénéficiaires de la PAC
  - Le suivi des enquêtes et des audits externes européens et nationaux dans le cadre du FEAGA, du FEAMPA et du FEAD
  - Les notifications à l'OLAF des irrégularités
- Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale pour en assurer la conformité à la règlementation européenne sectorielle et transverse
- Rendre compte au Chef de service et à la Direction générale
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédure et compte-rendu dans le domaine d'activité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne, Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MAA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne en matière de Fonds
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires
- Connaissances en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter et à trancher
- Capacité à animer
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit
Expérience confirmée en management d'équipe

Poste clé[1] :	Oui ×	Non
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Jean-Pierre VALLEE, adjoint au chef du service juridique et de coordination communautaire
01.73.30.25.52
jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 18/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire de carrière et de proximité ressources humaines

Secrétariat général/SRH/Pôle carrières

N° appel à candidature : 20407	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 18 - Ressources humaines	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article L332-2-2° du code général de la Fonction Publique), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1 000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 26 agents. Il en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

Le pôle carrière est plus particulièrement chargé de la gestion de carrière et de proximité des agents. Il gère l'ensemble des situations individuelles et des positions administratives des agents quel que soit leur statut. Il assure, notamment, le suivi des mobilités, des avancements et des promotions des agents.

Objectifs du poste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Placé(e) sous l'autorité directe de la cheffe du pôle carrières, le/la gestionnaire a la responsabilité de la gestion d'agents sous statut de fonctionnaire, sous statut unifié (statut inter-établissements) et d'agents contractuels (CDD, CDI) pour toutes les positions administratives.

Missions et activités principales :

Le/la gestionnaire assure la gestion de proximité et la gestion administrative d'un portefeuille d'agents (environ 400) de statuts différents en ce qui concerne les procédures individuelles et les procédures collectives impactant les agents gérés :

1/ les procédures individuelles :

- Assurer les formalités administratives préalables à l'arrivée des agents,
- Rédiger les contrats et éventuels avenants pour les agents non titulaires,
- Etablir les décisions individuelles et en informer les agents (avancement et promotion pour les agents du Statut Unifié, affectation, disponibilité, mise à disposition, temps partiel, congés maladie…),
- Actualiser les dossiers au sein du SI et dématérialisés des fonctionnaires à réception des arrêtés pris par le ministère en charge de l'agriculture, notamment pour ce qui concerne l'avancement d'échelon, l'avancement de grade et la promotion de corps,
- Etablir des attestations, des états de service, des certificats de cessation de paiement,
- Conseiller et informer les agents
- Mettre à jour les tableaux de bords du pôle carrière,

2/ Les procédures collectives :

- Suivi des campagnes de mobilité,
- Suivi des campagnes de promotions et des avancements (agents titulaires et agents du statut unifié)

Participer, le cas échéant, à la mise en œuvre des projets du Secrétariat général et des projets du service des ressources humaines de FranceAgriMer, particulièrement à l'occasion de la bascule du SI RH actuel vers celui du ministère en charge de l'agriculture (RenoirH).

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein du pôle carrières, relation avec les autres gestionnaires. Au sein du SRH avec tous les pôles

Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux. Relation avec les agents gérés (contact direct).

Le service des ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture (bureaux de gestion notamment) ainsi que ceux d'autres administrations (ASP, ODEADOM, INAO notamment).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Statut général de la fonction publique et statuts particuliers

Connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire et réglementaire

Des formations supplémentaires peuvent accompagnées la prise de fonction.

Savoir-faire / Maîtrise

Maîtrise des outils informatiques (SI RU et outils bureautiques)

Sens du travail en équipe

Goût du statutaire et du réglementaire

Rigueur, sens de l'initiative, autonomie

Goût des contacts

Réactivité- anticipation

Sens de la communication et de la maîtrise de soi

Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

- Formation supérieure de niveau BTS ou équivalent (bac+2) et expérience professionnelle réussie d'au moins trois années ;
- Expérience similaire dans un environnement public ou parapublic est vivement souhaitée.

Contraintes du poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

LE FAUCHEUR Philippe - Chef du Service des ressources humaines
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 24 00

TERTEREAU Catherine - cheffe du pôle carrière
catherine.tertereau@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 21 65

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études appel à projets
Innovation dans les filières agricoles et agroalimentaires

Direction des Interventions
Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
Unité Entreprises et Filières

N° appel à candidature : 20463	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère chargé de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) de la politique agricole commune (PAC).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de la Direction des interventions, le service « Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières » regroupe environ 45 agents permanents, organisés en trois unités : l'unité « aides aux exploitations et expérimentation », l'unité « entreprises et filières » et l'unité « aides de crise et apiculture ».

L'unité « entreprises et filières », composée d'une dizaine de personnes, contribue à la définition de dispositifs d'aide nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des

différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation. Un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales est également géré dans l'unité.

Objectifs du poste :

La.le titulaire du poste contribue au pilotage et à la mise en œuvre des dispositifs d'aide suivants :

- Dans le cadre du volet agricole du Plan de relance, quatre appels à projets visant à soutenir des projets collectifs de structuration de filière agricole et agroalimentaire, de structuration collective de l'offre par une organisation de producteur (OP) ou une association d'OP, de modernisation des abattoirs ;
- Par le biais du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » (CASDAR), et dans l'objectif de financer des actions relevant du Programme national de développement agricole et rural (PNDAR), un appel à projets visant à stimuler la co-construction de l'innovation, entre les collectifs d'agriculteurs et les organismes de recherche, instituts techniques, organismes de développement, de conseil et de formation, et sa mise en application simultanée dans les champs techniques, organisationnels, économiques et/ou sociaux ;
- Dans le cadre du plan d'investissement « France 2030 », un appel à projets « Résilience et Capacités agroalimentaires » portant des démarches collectives de transition et de résilience des filières agricoles et agroalimentaires.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe de l'unité, et en collaboration avec les autres membres de l'équipe (chargé.e.s d'études et gestionnaires), la-le titulaire du poste assure les missions suivantes :

- Participer à la conception des dispositifs d'aides, en liaison avec les services du Ministère chargé de l'agriculture, et avec BpiFrance pour l'appel à projets « France 2030 », les mettre en œuvre et les coordonner (organisation du processus de dépôt et de sélection, y compris pour les aspects informatiques, présentation et communication sur le dispositif, rédaction de la documentation associée, guides et procédures par exemple) ;
- Suivre et accompagner les projets (instruction des dossiers de demande d'aide, préparation des auditions avec les porteurs de projets, conventionnement, engagement, paiement) ;
- Assurer le reporting pour chacun des dispositifs (suivi des indicateurs de gestion et de paiement des aides) ;
- Sur l'ensemble des dispositifs suivis, contribuer aux réponses à apporter aux missions de contrôles internes et externes.

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : Ministère chargé de l'agriculture, notamment les services de la DGPE et de la DGER, services déconcentrés (DRAAF, DDT), ODEADOM, entreprises des filières agricoles et agroalimentaires, corps de contrôle externes, Bpifrance, SGPI ;
- En interne : Tous les services et personnels de FranceAgriMer et principalement les délégués filières, l'agence comptable, le service informatique, les autres services de la Direction des Interventions.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances de base des filières agricoles et agroalimentaires
- Connaissances des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)

Savoir-faire / Maîtrise

- Travail en équipe
- Capacité à gérer des relations avec de nombreux interlocuteurs
- Capacités d'organisation et d'anticipation
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Conduite de projet y compris informatique
- Maîtrise des outils bureautiques et des applicatifs

	métiers

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières
☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE :
18/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum Vitae,

Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET OCCITANIE

SERVICE FRANCEAGRIMER

Adjoint(e) au chef de service territorial

N° appel à candidature : 20464	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	**Localisation : Toulouse (31)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Rattaché à la DRAAF Occitanie, le service territorial comprend 80 agents et est présent sur deux sites : Montpellier et Toulouse. Il est chargé de la mise en œuvre, au plan régional, des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et animales. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à reconversion du vignoble »

- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises vitivinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « durabilité de l'agriculture » et « gouvernance des bassins économiques et coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité.

Objectifs du poste

1 - Apporter un appui au chef de service et à la cheffe de service adjointe dans le pilotage et le suivi du service. Cet appui consiste à assurer des missions d'intérim ou de suppléance, à assurer le suivi logistique du site de Toulouse et à réaliser des missions de représentation et de pilotage de dossiers particuliers.

2 - Assurer le pilotage de l'unité Productions animales et végétales.

Missions et activités principales :

Apporter, en tant que de besoin, un appui au chef de service et à la cheffe de service adjointe sur les points suivants :

- la suppléance ou l'intérim au niveau du service,
- le suivi logistique du site de Toulouse-Jaurès,
- la représentation du service,
- le pilotage de dossiers ou projets particuliers,
- le cas échéant, la participation aux réflexions organisationnelles ou stratégiques concernant le service.

Piloter et animer l'Unité productions animales et végétales composée de 4 cellules par filière de production en bi-site Montpellier et Toulouse :

- Suivre le marché et la conjoncture des filières agricoles en lien avec le SRISET de la DRAAF et la Direction MEP de FranceAgriMer,
- Piloter la mise en œuvre des dispositifs d'intervention du ressort des cellules composant l'unité,
- Participer à la préparation des instances de concertation et d'échange entre l'administration et les représentants professionnels (comité régional des céréales, conseils de bassin viticoles, …),
- Coordonner les activités de l'unité avec celles des autres services de la DRAAF, notamment SRAA, SRAI et SRISET ainsi que les missions transversales,
- Contribuer à l'animation régionale des filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM,
- Services administratifs régionaux (DGDDI, DDTM, INAO, DREETS…)
- Collectivités locales, notamment Conseil Régional
- Organismes de recherches et d'expérimentation
- Organisations professionnelles, producteurs.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en management
- Connaissances techniques et économiques des filières, notamment de la filière vitivinicole

Savoir-faire / Maîtrise

- Savoir travailler en équipe
- Savoir coordonner et animer en interne les services opérationnels

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Connaissance des institutions et organisations professionnelles des secteurs de compétence de l'établissement - Connaissances de l'organisation et des missions de FranceAgriMer - Connaissance des règlementations communautaire et nationale encadrant les secteurs de notre champ de compétence, notamment dans le domaine de la gestion des aides	- Savoir mettre en œuvre des mesures complexes - Savoir réaliser des analyses sur des sujets variés - Savoir animer des réunions - Savoir travailler avec les organisations professionnelles - Savoir rédiger des notes de synthèse - Etre capable de décider - Maîtriser les outils bureautiques

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience avérée dans le management est demandé
Minimum bac+3 validé, Bac+5 souhaité

Contraintes du poste :

Nombreux déplacements sur la région Occitanie

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Stéphane BOUNEAU, Chef de service FranceAgriMer à la DRAAF Occitanie

76 allée Jean Jaurès / CS 38037 / 31080 Toulouse cedex 6

stephane.bouneau@franceagrimer.fr – 05.34.41.96.26

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

HAUTS-DE-FRANCE

Contrôleur multi-filières

Direction régionale de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt/Service Régional Franceagrimer/Pôle Contrôles et aides nationales

N° appel à candidature : 20465	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant	**Localisation :** Lille (62) Cité Administrative BP 505 59022 LILLE CEDEX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Au sein de la DRAAF Hauts-de-France, le service territorial FranceAgriMer est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des missions de contrôle, d'instruction et de liquidation des aides nationales et communautaires, du traitement des informations et de l'animation des filières qui sont du ressort de l'établissement.

L'agent exercera la fonction de contrôleur multifilières plurifilières au sein du service territorial dans lequel sont affectés cinq autres techniciens réalisant notamment des missions de contrôle, répartis sur 2 sites (Amiens et Lille).

Les missions nécessitent des contacts avec les bénéficiaires des aides contrôlés, avec l'autre pôle constituant le service territorial, sa hiérarchie directe et le service des contrôles du siège de FranceAgriMer.

Objectifs du poste

- Effectuer sur place (dans les entreprises) et/ou sur documents des contrôles de conformité à des règles portant sur des déclarations, des processus, des équipements/investissements et/ou des organisations, dans les délais impartis. Ces contrôles peuvent être réalisés dans la région Hauts-de-France ou dans d'autres régions, dans le cadre de l'entraide interrégionale.
- Contribuer à l'instruction et au paiement des aides sur crédits régionalisés, relevant de l'établissement national.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Contribuer au relai d'informations entre l'établissement et les professionnels ainsi qu'entre les professionnels et l'établissement.
- Participer à l'ensemble des missions dévolues au service.

Missions et activités principales :

Instruction – liquidation :

Fournir les informations réglementaires aux demandeurs.
Vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers de demande d'aide.
Apporter un appui technico-administratif au montage des dossiers et suivre le déroulement.
Réaliser le suivi administratif et comptable des actions au moyen des applications informatiques dédiées aux dispositifs.
Rédiger des conventions.
Expertiser et procéder à la demande de mise en paiement.

Contrôle :

Effectuer des contrôles documentaires (contrôle de la comptabilité…), sur place (en entreprises), pour le compte du service ou pour le compte d'un service FranceAgriMer d'une autre région dans le cadre de l'entraide interrégionale :

- Respecter la planification de l'ensemble des dispositifs (investissement, programmes opérationnels, apiculture, équarrissage, houblon, aval …) nationaux ou communautaires,
- Réaliser les contrôles et rédiger les rapports de contrôles ou tout autre compte-rendu en lien avec les contrôles, dans les délais impartis.

Les contrôles portent principalement sur :

- Le contrôle des organisations de producteurs Fruits et Légumes,
- Les contrôles relevant de l'aide aux plus démunis.

A cela s'ajoutent les éventuels dispositifs de crise.

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : les autres agents du service territorial, des autres services de la DRAAF et les agents des services centraux.
En externe : les opérateurs contrôlés, les autres institutions, les acteurs des filières agricoles et agro-alimentaires.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Réglementation applicable aux secteurs contrôlés Méthodologie du contrôle Connaissances en comptabilité générale et analyse financière Connaissance des filières agricoles et de leur organisation, du contexte d'organisme payeur	Qualités rédactionnelles Rigueur, autonomie Goût du relationnel Goût du réglementaire Sens et goût du travail en équipe Réactivité- anticipation Polyvalence, adaptabilité Discrétion Disponibilité

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :
Déplacements (à la journée) liés aux contrôles sur place en région, ou ponctuellement (sur plusieurs jours) en interrégion ; permis B obligatoire.
Mais télétravail possible (dans la limite de 3j/semaine) pour le travail administratif

Poste clé[1] :	Oui Non ☒

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ☒

Personnes à contacter

A compléter

Laurine BOUTEILLER, Cheffe de service FranceAgriMer à la DRAAF Hauts-de-France 06.25.26.82.65
laurine.bouteiller@franceagrimer.fr

Mylène COROENNE, cheffe de service adjointe FranceAgriMer à la DRAAF Hauts-de-France 03.22.33.55.80
mylene.coroenne@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité et sous réserve des nécessités de service.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 18/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
Office National des Forêts
Direction Territoriale Grand Est

Directeur/directrice de l'agence territoriale du Haut-Rhin

N° du poste : **10 566**
Catégorie A : **ICPEF**, **IPEF, IDAE, IAE HC, attaché HC, attaché principal**
Cotation : **A4 Bis**
Situation du poste : **Affectation souhaitée**
Localisation du poste : **COLMAR (68)**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL DU POSTE	La Direction territoriale Grand Est contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 13 agences territoriales (avec 94 unités territoriales) et 3 agences spécialisées (avec 18 unités de production) qui regroupent 2300 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 60% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. L'agence territoriale du Haut-Rhin, créée en 2021, résulte de la fusion des agences territoriales de Colmar et Mulhouse. Elle gère 108 000 ha répartis entre 14 forêts domaniales (21900 ha) et 344 forêts communales (86950 ha). Elle est composée de 10 Unités territoriales et de 4 services fonctionnels (services généraux, service Bois, service Forêt, service Travaux Développement) répartis sur les sites de Didenheim et de Colmar.
OBJECTIFS DU POSTE	Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence, composée de 133 postes pérennes. Poste à forte composante managériale.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence : - Atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale et l'agence : récoltes de bois, recettes du domaine, aménagements forestiers, développement de l'activité conventionnelle. - Organisation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les unités opérationnelles placées sous son autorité et mise en place des délégations opportunes. - Management du CODIR. - Contacts fréquents et suivis avec les maires des Communes. <u>Enjeux</u> - Conciliation enjeux de production et environnementaux marqués - Rétablissement équilibre forêt-gibier - Activité production bois façonnés et contractualisation majoritaire Dans le contexte du changement climatique, l'agilité du Directeur d'Agence est une compétence très appréciée, c'est aussi la garantie de pouvoir tenir le rythme soutenu des actions dans un environnement mouvant. Le déséquilibre forêt-gibier des 2/3 des forêts du Haut-Rhin, autre élément

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">prégnant, nécessite d'être un bon communicant, d'avoir le sens de la négociation et d'être capable de décider afin de devenir faiseur de stratégie en partage avec la DT. L'écoute active, la force de persuasion et la persévérance sont autant de qualités humaines que doit posséder le DA afin de remplacer les départs nombreux à la retraite et de suivre les mobilités. La créativité, l'ouverture d'esprit et le sens de l'organisation sont également des softs skills importants.
Quant aux compétences techniques, il s'agira de pouvoir s'adapter à la sylviculture à couvert continu et à la récolte étalée sur les nombreux sylvofacies présents dans le département, du Massif Vosgien à la plaine d'Alsace et du Sundgau au Jura Alsacien.

Délégué ONF pour le département du Haut-Rhin
Relations avec les communes forestières et communautés de communes – le monde de la chasse</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>Expérience de manager confirmé indispensable

Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers

Bonnes connaissances du milieu institutionnel

Connaissance de la langue allemande souhaitée compte-tenu de l'interface avec les pays limitrophes</td><td>Qualités relationnelles et disponibilité indispensables.

Fortes capacités de dialogue et de négociation.

Bonnes capacités d'analyse et de synthèse</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Christophe FOTRÉ, Directeur territorial,
Tél. : 03.88.11.31.54 – Mail : christophe.fotre@onf.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : PARIS-DIR- P -2022- 19-RM 02

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Assistant(e) de direction à temps complet (F/H), au sein de la direction à Paris

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie B ou C expérimenté, accessible :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sans condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Description des missions de l'assistant(e) de direction

Secrétariat de direction
- Gestion de l'agenda de la directrice avec les interlocuteurs internes et externes (ministères, parlementaires, organismes partenaires, mécènes…)
- Préparation des « dossiers journaliers » et « dossiers de séance » pour réunions de la directrice : en lien avec la directrice adjointe, les délégations de rivages, la délégation communication et la délégation Europe et International et les trois directions du siège de Rochefort
- Mise en forme de tableaux de bord, reporting et calendrier…
- Organisation des déplacements de la directrice (réservation transports et hébergements, ordres de mission, états de frais…)
- Gestion de la participation ou de la représentation de la directrice aux instances délibérantes des agences de l'eau et parcs nationaux
- Participation, en lien avec la directrice adjointe, à la préparation – réservation des salles et déroulement - des séances du conseil d'administration et des réunions mensuelles de coordination avec les délégués de rivages
- Accueil téléphonique et physique, pour les services de la direction Paris (livraisons de fournitures, invités…)
- Réservation de la salle de réunion dans les locaux de la direction Paris

Administration et communication
- Gestion du courrier postal et électronique, classement, reprographie
- Gestion de la base de données des contacts de la directrice et de la délégation communication & mécénat

Soutien ressources humaines

- Tableau de bord des congés et intérims des membres du comité de direction et des délégués
- Suivi des évaluations annuelles des membres du comité de direction et des délégués

Logistique (en lien avec le référent « immobilier » de la direction Paris)

- Interlocuteur des prestataires (fourniture de matériel et entretien fluides)

Relations hiérarchiques

L'assistant(e) de direction est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice.
Peut être amené(e) à encadrer des apprentis et/ou des CDD de renfort temporaires.

Environnement fonctionnel : relation fonctionnelle avec les équipes de la direction Paris, avec la directrice adjointe et les membres du comité de direction, avec les délégués et leurs équipes.

A l'interface avec les secrétariats des ministères (cabinets ministériels, directions d'administrations centrales et services déconcentrés de l'Etat, parlementaires et partenaires publics et privés, ainsi que le grand public.

Aptitudes et compétences requises

- Organisation, rigueur et méthode
- Bonne expression orale et écrite
- Aisance relationnelle et sens du travail en équipe
- Capacités d'initiative, d'anticipation et de gestion des priorités
- Expérience similaire appréciée
- Maîtrise de l'environnement bureautique et des outils informatiques (Excel, Word, Outlook, Powerpoint...)
- Connaissance des administrations (services de l'Etat, des collectivités territoriales...)
- Capacité d'adaptation aux méthodes de travail propre au poste et à l'établissement
- Discrétion eu égard aux missions d'assistance de direction

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet de catégorie B ou C expérimenté :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sans condition de diplôme)

Télétravail possible sur la base des dispositions du règlement télétravail de l'établissement.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à **compter du 1er mars 2023**. Il est localisé à Paris (dans le 14e arrondissement).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation), accompagnés de la copie des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à faire parvenir **au plus tard le 24 octobre 2022** sur la plateforme dédiée du site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste

Sur les questions pratiques liées aux missions :

- Hélène COUTIN, assistante de direction, titulaire actuelle du poste
  Tél. 01 44 63 56 60

Sur les questions RH et administratives :

- Emmanuelle JOUTEUX-TERNY, responsable du service ressources humaines
  e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr

- Valérie PANZA, adjointe à la responsable du service ressources humaines
  v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement

Directeur/Directrice Général(e) Délégué(e)

N° du poste : L00001 **Catégorie : Encadrement supérieur**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : hors cotation	
Poste vacant début 2023 **Date limite de candidature : 28 octobre 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail, qui assure pour l'Etat la mise en œuvre d'un grand nombre de politiques publiques. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC), et gère, par ailleurs, plus de 200 dispositifs d'intervention, dans des domaines très variés, pour le compte de nombreux ministères ou d'autres établissements publics et collectivités territoriales. L'établissement est également très mobilisé sur le plan de relance (activité partielle, dispositifs en faveur des jeunes et des entreprises) et les mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat. L'ASP a versé plus de 36 milliards d'euros d'aides publiques en 2021. Plus de 2000 agents assurent les missions de l'établissement, dont les 2/3 sont répartis entre 12 Directions régionales ou interrégionales implantées en métropole et outre-mer. La résidence administrative du titulaire du poste est située à Limoges, au siège de l'établissement qui regroupe plus de 700 agents.
Objectifs du poste	Le Directeur Général Délégué assiste et supplée le Président Directeur Général (PDG) sur l'ensemble des missions de l'établissement. Il seconde le PDG particulièrement dans la mise en œuvre des dispositifs « métier » et la relation avec les donneurs d'ordre, en lien étroit avec l'ensemble des directions du siège ou territoriales. Il contribue activement à la stratégie de l'ASP, à la planification des objectifs et aux actions de transformation de l'établissement, en lien étroit avec le Secrétaire Général. Par délégation du PDG, il pilote en direct un certain nombre d'actions touchant à l'organisation des services, aux relations internes entre directions, au management de la sécurité informatique, etc…
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Membre de la Direction Générale, avec le Président-Directeur Général et le Secrétaire Général, membre du comité exécutif, le Directeur Général Délégué contribue à toutes les décisions stratégiques de l'établissement. Il assiste le PDG dans les négociations avec les donneurs d'ordre et dans la déclinaison opérationnelle des décisions concernant la mise en œuvre des dispositifs de soutien confiés à l'établissement. Il suit particulièrement l'avancement des travaux informatiques et des feuilles de route techniques et budgétaires associées. Il veille dans ce domaine au respect des délais de mise en production et aux conditions de déploiement des applications informatiques.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Il suit avec attention les modalités de gestion des dispositifs au niveau régional et les indicateurs de performance de l'établissement. Il présente, à ce titre, chaque année le Rapport de Performance de l'ASP au Conseil d'administration.

Il assure un lien étroit avec les directeurs et directrices territoriales dont il est un correspondant privilégié, avec le Secrétaire Général.

Il assure un relationnel étroit avec les services rattachés à la Direction Générale, notamment l'Inspection Générale. Il est très investi dans la mise en œuvre des orientations stratégiques informatiques, avec un suivi des travaux du SDSI, des démarches de transformation numérique de l'Agence, des sujets de cyber sécurité.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Cabinets et Directions ministérielles

Tutelles ministérielles (ministères de l'agriculture, du travail, et du budget)

Corps d'audit

Collectivités territoriales

Organismes professionnels agricoles</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières</td><td colspan="2">Le recrutement se fera par un comité de sélection présidé par le Secrétariat Général du MAA</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Expériences multiples dans les fonctions de direction

Compétences affirmées en management.

Forte maîtrise de la relation avec les partenaires publics ou privés

Expérience solide et diversifiée du fonctionnement des services et établissements publics

Très bonne connaissance des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles

Techniques de communication

Connaissances informatiques d'un bon niveau</td><td>Capacité à représenter l'établissement
Pratique avérée de l'encadrement et de l'animation d'équipe
Capacités de négociation et de persuasion
Capacité à fédérer et faire preuve de leadership
Aptitude à la prise de décision
Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits
Dialogue social
Gestion de projet
Conduite du changement</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

M. Vianney BOURQUARD, Secrétaire général
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : vianney.bourquard@asp-public.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de projet AMOA SRF, TAS, MON (H/F)

M10087

Localisation : Montreuil

Statut : Fonctionnaire, **CDI, CDD**

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac+5

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Etre responsable du pilotage des projets de la direction concernant le domaine surfacique au sein d'ISIS, en appui au directeur des opérations.

Piloter le prestataire sur les domaines de la télé-déclaration des surfaces (TAS), de l'instruction (SRF), du contrôle (CSP) et du Monitoring (MON), ce dernier module incluant des composants de Machine Learning et d'Intelligence Artificielle.

S'assurer que les objectifs métiers sont bien pris en charge par ledit prestataire dans le respect du calendrier et de la charge fixés. Il a également le rôle de challenger les solutions techniques proposées.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction des Soutiens Directs Agricoles (DSDA), elle pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC.

La DSDA définit et déploie les outils et procédures nécessaires à l'instruction et au paiement des aides et dispositifs réglementaires décidés par le ministère en charge de l'agriculture. Elle établit et met en œuvre les évolutions pertinentes à chaque campagne. Elle organise et pilote le travail des services instructeurs (principalement directions départementales des territoires – DDT) et veille au bon déroulé des opérations et au respect des calendriers de chaque campagne. Elle appuie et conseille le ministère en charge de l'agriculture quant aux impacts opérationnels des évolutions réglementaires envisagées.

MISSIONS

- Pilotage transversal en appui au DDO et à la direction sur le cœur d'ISIS pour les aspects surfaciques à savoir les modules SRF (surface), MON (monitoring), TAS (télé-déclaration des surfaces) et CSP (contrôle des surfaces)
- Challenge du prestataire sur les aspects techniques (bonne articulation entre toutes les composantes du SI), calendaires et financiers.
- Appui aux services métiers dans la rédaction des expressions de besoin (EB).
- Appui aux services métiers et au secteur recette dans la rédaction des scénarios de validation.
- Prise en charge à son niveau de l'organisation au sein de la DDO des différentes étapes (depuis la validation des EB produites par les services métiers, des spécifications et développements produits par le prestataire à la préparation de la recette et au suivi des anomalies).
- Interface avec les équipes MOE (spécifications, développements et qualification)
- Position transversale entre les métiers, la MOE, la recette et la production.
- Participation aux comités d'arbitrage avec les métiers.

POSTE SENSIBLE

CHAMP RELATIONNEL

Services métiers de la DSDA Prestataire informatique en charge de la maîtrise d'œuvre du système d'information Isis-telepac. Eventuellement, DDT et DR ASP

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- Pilotage de projets informatiques (modélisaton et planification) et méthodologie de gestion de projet (cycle en V, Agile)
- Connaissance d'UML et des outils collaboratifs classiques
- Compétences géomatiques poussées (Open Layers, ArcGIS, IA, imagerie…)
- Compétences en traitement d'image et Machine Learning
- Esprit scientifique
- Analyse fonctionnelle et expérience en développement web
- Connaissances appréciées en SQL, Java J2EE, XML,…

SAVOIR-FAIRE

- Réactivité, engagement
- Capacité de décision et de compte rendu
- Capacité de pilotage, de planification et d'organisation
- Aptitude à animer des experts
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur
- Efficacité, dynamisme et autonomie
- Volonté de s'investir à la fois dans les processus métiers et les processus techniques
- Goût pour une cause nationale et environnementale

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél. 01 73 02 18 18
  courriel : veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Pour les aspect RH : Sandrine DUPUY – Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CHARGE DE MISSION

(H/F)

R31081

Localisation : Direction régionale Occitanie – site de Toulouse Balma

Statut : Fonctionnaire – cat A

Cotation RIFSEEP : 4
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Sous la responsabilité du chef de service, la personne recrutée sera en charge de mener des missions d'expertise et d'appui notamment en ce qui concerne la fin de programmation du RDR3 et le lancement du PSN pour la période 2023-2027.

Elle assurera également des missions de suppléance et de représentation en cas d'indisponibilité du chef de service et de son adjointe basée à Nîmes.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Le Service Agriculture développement rural et pêche de la DR assure le paiement d'aides cofinancées par les fonds européens (FEADER, FEAMP) et intervient en assistance d'ingénierie auprès des services régionaux qui élaborent les programmes ou instruisent les demandes d'aides. Il réalise des contrôles de dossiers au titre des missions d'organisme payeur des fonds européens. Il compte environ 28 agents répartis entre Nîmes et Toulouse-Balma.

Le poste est basé à Toulouse-Balma, rattaché au chef de service.

MISSIONS

En coordination étroite avec le chef de service, et avec la cheffe de service adjointe située à Nîmes :

- Contribuer aux analyses et expertises du domaine, produire des bilans et des notes ;

- Suivre les dossiers et les activités qui lui sont affectés ;

- Poursuivre les actions de valorisation des contrôles OP/CCF et développer les travaux conjoints avec l'AG et les SI pour sécuriser la chaîne de paiement ;

- Participer à la mise en place du PSN pour la période 2023-2027 et notamment en ce qui concerne l'accompagnement de l'AG et des auditeurs référents du service ;

- Participer à l'expertise relative au DSGC, à la réalisation de l'audit initial ainsi qu'aux conventions de délégation d'organisme payeur ;

- Contribuer aux bilans, rapports et présentations en interne et avec les partenaires extérieurs ;

- assurer la suppléance du chef de service et/ou de son adjointe basée sur Nîmes.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Directeur régional, Directeur régional adjoint chargé du domaine agricole, chef de service, cheffe de service adjointe, ensemble des agents du service, autres services de la Direction régionale, Directions du siège de l'ASP et autres directions régionales.
- En externe, partenaires régionaux du service : Région, services de l'Etat (DRAAF, DDT), Départements, financeurs, organisations professionnelles…

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance des fondamentaux des politiques européennes et de la PAC en particulier ;
- Connaissance de l'environnement institutionnel
- Connaissance des principes d'instruction, de paiement et de contrôle de dossiers d'aides.
- Bonne maîtrise des outils bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Aptitude au travail en équipe
- Organisation, rigueur, méthode, planification et suivi, réactivité ;
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

M. Jean-Marie Hardouin, Directeur régional adjoint Occitanie - courriel : jean-marie.hardouin@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Directeur territorial délégué (H/F)

Localisation : Direction interrégionale Antilles-Guyane

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : 3

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Contribuer à l'administration et à la gestion de l'équipe interrégionale ; assurer la suppléance ou l'intérim du directeur interrégional et assurer une représentation de proximité de la direction de l'ASP Antilles-Guyane auprès des partenaires institutionnels locaux de Guyane.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction interrégionale Antilles-Guyane (DIR AG), composée de 70 agents répartis sur trois sites (Guadeloupe, Guyane, Martinique). La DIR AG intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales mais également des dispositifs d'aides locales dont la contractualisation est mise en œuvre avec les donneurs d'ordres. Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, du développement rural, des aides à l'emploi, des aides économiques, de la formation professionnelle,.... Les missions principales concernent le paiement et le contrôle des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement.

MISSIONS

- Participer avec le directeur interrégional à :
  - → la définition des objectifs, des missions et des priorités.
  - → l'animation du comité de direction.
  - → à la gestion et au management des effectifs (trajectoire RH, recrutement, évaluation, etc) ainsi qu'à la définition des missions et des objectifs des collaborateurs de la direction.

- Participer au dialogue social avec les organisations syndicales et co-animer les instances (CTR).

- Partager avec le directeur interrégional les orientations stratégiques de la direction.

- Assurer le co-pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale.

- Conduire et accompagner le changement.

- Participer à la mise en œuvre du contrôle interne.

- Représenter la direction dans les instances nationales.

- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- En concertation avec le directeur interrégional, participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau interrégional ou national (relations bénéficiaires, Plan Performance PAC…).
- Être référent interrégional pour certaines missions transversales (lutte anti-fraude).
- Déplacements sur les trois sites et forte disponibilité nécessaire.



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales,
- → En externe : Les services de l'Etat (Préfecture, DGCOPOP, DEAAF,…), la collectivité territoriale de Guyane et autres organismes institutionnels ou professionnels (organismes de formation, missions locales, …).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales
- → Connaissance des aides publiques gérées
- → Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- → Maitrise des techniques de communication
- → Techniques de management et de pilotage
- → Bonne connaissance des systèmes d'informations



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité à fixer des objectifs cohérents
- → Capacité d'organisation, de pilotage
- → Pratique avérée du management
- → Capacité à animer et à fédérer
- → Capacité à représenter l'établissement
- → Aptitude à la prise de décision
- → Être force de proposition



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Laurent NICOLAS, Directeur interrégional – Tél : 06 90 59 88 08 – laurent.nicolas@asp-public.fr
- Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

OFB (https://ofb.gouv.fr)
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

Technicien connaissance H/F

Référence : 2022/817

Affectation : Direction régionale Occitanie

Catégorie : B

Résidence administrative : Grabels (34)

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/01/2023

Date limite de candidature : 27/10/2022

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité de la cheffe du service Connaissance.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 110 € et 2 876 € brut par mois).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Mission

- Coordonner les opérations de recueil et de saisie des données en application des protocoles, expérimentations de l'Etablissement et participer à leur valorisation.
- Animer des projets territoriaux internes ou partenariaux d'acquisition et de valorisation de la connaissance.

Activités principales

- Organiser, planifier et piloter des campagnes de recueil de données en cours d'eau sur les poissons et l'hydromorphologie, en particulier dans les 5 départements d'ex-LR et au besoin dans d'autres départements de la DR Occitanie
- Participer à la saisie, la validation, l'analyse et la valorisation des données ;
- Contribuer au suivi et au contrôle de l'activité des prestataires de recueil des données ;
- Contribuer à l'élaboration de protocoles, expérimentations et référentiels de données ;
- Contribuer à la diffusion et à l'utilisation des données auprès des services et partenaires de la direction régionale ;
- Veiller à la maintenance du matériel nécessaire aux campagnes de données et centralisation des besoins en matériel technique ;

- Participer aux suivis terrestres nationaux et régionaux
- Contribuer à l'animation des activités connaissance au sein de la direction régionale.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Services départementaux et régionaux de la direction régionale Occitanie
- Directions nationales (principalement Direction de la Recherche et de l'Appui Scientifique, Direction de la Surveillance, de l'Évaluation et des Données)
- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail, réseaux internes
- Services régionaux connaissance d'autres directions régionales

Relations externes :

- Services déconcentrés de l'Etat (DDT, DREAL, agences de l'eau)
- Agence régionale pour la biodiversité
- Collectivités territoriales
- Syndicats de rivières
- Fédérations de pêche et de chasse
- Acteurs de la biodiversité, associations, gestionnaires d'espaces protégés yc conservatoires, parc régionaux et nationaux...)
- Bureaux d'études, prestataires.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie B ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau bac minimum.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance spécifique en matière de biodiversité terrestre et aquatique
- Ecologie et fonctionnement des milieux aquatiques, notamment des peuplements piscicoles

- Bases en hydromorphologie
- Maîtrise de la mise en œuvre des protocoles de recueil de données sur le terrain, notamment piscicoles (déroulé opérationnel d'une pêche électrique et conditions de réalisation), morphologiques (protocole Carhyce), hydrologiques, thermiques
- Détermination naturaliste : en particulier poissons et écrevisses, mais connaissances sur autres groupes taxonomiques souhaitées
- Connaissance des politiques publiques et réglementations dans le domaine de la biodiversité
- Connaissance générale de la gestion de base de données et des SIG

Savoir-faire opérationnel :

- Coordonner et organiser des suivis terrain (en particulier suivis piscicoles et hydromorphologiques)
- Animer une équipe de terrain
- Avoir une formation de terrain
- Rédiger et analyser des documents techniques et de recueil de données
- Utiliser et adapter les techniques d'échantillonnage aux objectifs poursuivis et aux milieux prospectés
- Utiliser les outils et applications de l'Etablissement
- Rendre compte à sa hiérarchie

Savoir-être professionnel :

- Autonomie
- Organisation
- Qualités rédactionnelles
- Qualités relationnelles, esprit d'équipe
- Sens de l'écoute
- Capacité d'adaptation
- Méthode et rigueur.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Mobilité dans toute la région, déplacements fréquents et parfois sur plusieurs jours
- Travail associant bureau, opérations de terrain, réunions en délocalisé
- Horaires décalés fréquents lors des campagnes de terrain
- Travail physique, port de charges occasionnel, marche dans l'eau, intempéries...
- Formation sauveteur secouriste du travail
- Permis B obligatoire et B96 fortement souhaité

- Permis bateau fluvial et habilitation chef de bord fortement souhaités
- Habilitation BS /BE manœuvre souhaitée
- Formation « Pêche à l'électricité, chef d'opération » souhaitée.

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu.

POSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/817/1/TECHNICIEN-CONNAISSANCE-H-F)